



## **Pour la création et la pérennité des entreprises collectives**

Mémoire présenté par le Chantier de l'économie sociale  
dans le cadre de la consultation sur  
le Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025,  
Ministère de l'Économie et de l'Innovation

**SEPTEMBRE 2021**

## Introduction

À titre d'interlocuteur privilégié en matière d'économie sociale (Loi sur l'économie sociale), c'est avec plaisir et grand intérêt que le Chantier de l'économie sociale (le Chantier) souhaite apporter sa contribution à la réflexion sur le prochain Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat (PAGE).

La pandémie de la COVID-19 ainsi que les mesures pour la contenir n'ont pas fini de générer des impacts économiques et sociaux importants. Nous avons beaucoup parlé de mobilisation collective et de solidarité tout au long de cette crise. Il est fondamental de rappeler que, par le passé, ces mobilisations ont donné lieu à des entreprises innovantes et structurantes qui démarquent aujourd'hui le Québec à l'échelle internationale et qui font vivre la solidarité dans l'économie au quotidien. Il est aussi primordial de noter qu'un nombre important de ces entreprises ont vu le jour à la suite de politiques publiques ambitieuses et innovantes mises en place dans un contexte de crise. Le Chantier de l'économie sociale est au service de tous ces efforts collectifs pour imaginer des solutions structurantes qui permettront un développement économique qui saura répondre aux attentes économiques et sociales des communautés à travers le Québec.

Le mémoire qui suit porte essentiellement sur les moyens et les stratégies nécessaires qui doivent être intégrés dans le prochain PAGE pour favoriser la pleine contribution des entreprises collectives dans l'économie du Québec.

## L'économie sociale en bref

Selon la Loi sur l'économie sociale (2013), l'économie sociale se définit comme « l'ensemble des activités économiques à finalité sociale réalisées dans le cadre des entreprises – coopératives, mutuelles et organisations à but non lucratif – dont les activités consistent notamment en la vente ou l'échange de biens ou de services et qui sont exploitées conformément à six principes :

1. La réponse aux besoins des membres ou de la collectivité.
2. L'autonomie vis-à-vis l'État
3. La gouvernance démocratique par les membres.
4. L'aspiration à une viabilité économique.
5. La redistribution au prorata des surplus générés aux membres ou leur réinvestissement dans l'organisation afin de mieux servir sa mission.
6. La dévolution du reliquat des biens (après remboursement des créanciers) à une autre organisation ayant une mission semblable, lorsque l'entreprise cesse ses activités.

Le Québec compte environ **11 200 entreprises d'économie sociale** qui, ensemble, génèrent un **chiffre d'affaires de 47,8G\$** et comptent près de **220 000 employés**. De ce nombre, 75% sont des OBNL, 21% des coopératives non financières et un peu plus de 3% des coopératives financières ou des mutuelles. Collectivement, elles regroupent 13,4 millions de membres. Les entreprises d'économie sociale comptent sur la contribution de quelque 90 000 administrateurs bénévoles parmi lesquels 51% sont des femmes et 20% sont des jeunes. (Source : [L'économie sociale au Québec – Portrait statistique 2016](#), ISQ).

Telles qu'inscrites dans la loi, les caractéristiques mêmes de l'économie sociale garantissent donc que les lieux de décision d'une entreprise collective demeurent toujours proches des collectivités desservies et des personnes qui y travaillent. Elles ont un mode de redevabilité différent des entreprises privées et publiques et plus représentatif de l'ensemble de la société québécoise. Ajoutons également que ces entreprises visent la pérennité et la qualité de leurs services plutôt que le rendement aux investisseurs, ce qui en font des acteurs tout indiqués pour mettre en œuvre des mesures qui visent à mieux desservir les besoins sociaux, économiques, environnementaux ou culturels des communautés.

L'économie sociale constitue un mode de développement qui mobilise différemment les ressources privées et publiques et qui concilie les intérêts de différentes parties prenantes en faveur d'un objectif commun. Son approche est donc complémentaire et distincte de celle des actions publiques et des entreprises privées puisqu'elle permet à la fois des distinctions locales (et une redevabilité par le biais de sa gouvernance) et un engagement en faveur de la qualité et de l'accessibilité géographique et financière, le tout dans un souci de pérennité. C'est en favorisant la participation des communautés au sein d'une gouvernance démocratique que les entreprises d'économie sociale contribuent à ce qu'elles puissent prendre en charge leur propre développement pour répondre aux besoins qui sont les leurs. **Parce qu'elles donnent voix à des acteurs diversifiés, les entreprises collectives font des choix de gestion différents qui font d'elles des entreprises particulièrement innovantes et durables.** D'ailleurs, cette contribution de l'économie sociale au développement économique, social, culturel et environnemental des territoires n'est plus à démontrer.

**C'est aussi en développant de nouvelles réponses à des besoins sociaux et économiques que l'économie sociale a été à l'origine d'une grande partie des innovations sociales qui ont transformé le Québec au cours des 40 dernières années.** Les services de garde éducatifs à l'enfance, l'aide à domicile, les initiatives de développement territorial, le loisir et le tourisme social, l'habitation communautaire, l'insertion, la sécurité alimentaire, etc. dans chacun de ces secteurs, nombre de projets d'économie sociale se sont développés comme autant d'innovations sociales en réponse à des aspirations et des besoins qui ne trouvaient pas de réponses satisfaisantes. Et, dans tous les cas, les entreprises collectives ont démontré que l'innovation était au cœur de leur identité et de leurs pratiques.

## Présentation du Chantier

Organisation autonome et non partisane qui a pour principal mandat la concertation pour la promotion et le développement de l'économie sociale (aussi nommé entrepreneuriat collectif) au Québec, le Chantier réunit des promoteurs d'entreprises d'économie sociale œuvrant dans de multiples secteurs d'activité (communications, loisir, technologies, habitation, services aux personnes, ressources naturelles, formation, financement, services de proximité, culture, etc.), des représentants des grands mouvements sociaux et des acteurs du développement local en milieux urbain et rural. Ces réseaux et ces organisations ainsi que d'autres partenaires, dont un représentant de l'Assemblée des Premières Nations et un représentant de l'Aile jeunesse, composent son conseil d'administration (Annexe 3) et son membership (Annexe 1).

Depuis sa création, l'histoire du Chantier est donc caractérisée par la mobilisation d'hommes et de femmes qui vise à répondre aux défis de leur époque et aux besoins de leur milieu et qui considère l'entrepreneuriat collectif comme une stratégie à privilégier pour y répondre. Par son expérience en accompagnement de projets entrepreneuriaux structurants et innovants, par le biais notamment du précédent PAGE, ainsi que son travail de concertation et de coconstruction avec les multiples acteurs du mouvement, le Chantier contribue à solutionner les enjeux rencontrés par les entrepreneurs collectifs et les citoyens porteurs de projets entrepreneuriaux.

Au cours des années, en collaboration avec de nombreux partenaires, le Chantier de l'économie sociale a mis en place divers outils afin de répondre aux besoins des entreprises collectives dans une diversité de domaines : développement de la main-d'œuvre, accès au capital, recherche et développement, accès aux marchés, transfert d'innovations, etc. Un aperçu des réalisations du Chantier est présenté à l'annexe 2 de ce mémoire.

L'économie sociale, ce n'est pas seulement une façon d'aider les gens : c'est une autre façon d'entreprendre et de développer, à partir des besoins, des aspirations et des ressources des communautés. **Les entreprises d'économie sociale naissent pour servir les besoins de leurs membres et de leur communauté, elles se distinguent en conséquence par un enracinement très fort sur les territoires dans lesquels elles sont implantées.** Pour ces raisons, le Chantier s'est toujours appuyé sur des partenariats et des approches territoriales.

Ainsi, le Chantier entretient des liens privilégiés avec les 22 Pôles d'économie sociale, dont 19 Pôles territoriaux et 3 Pôles autochtones, qui couvrent l'ensemble du territoire québécois et élisent cinq représentants à son conseil d'administration. Ils agissent comme interlocuteur privilégié en matière d'économie sociale au plan régional, favorisent la concertation entre les différents acteurs de leur milieu et soutiennent la création des conditions favorables à ce modèle entrepreneurial de développement. Ce faisant, ils participent à la vitalité et la diversification économique de leur territoire. Qui plus est, le Chantier concerte ces Pôles plusieurs fois par an, ce qui facilite la mise en commun de leur expertise.

#### Pôles d'économie sociale

Présents dans toutes les régions du Québec, les Pôles d'économie sociale sont entièrement dédiés au développement de l'économie sociale sur leur territoire. Ils sont reconnus comme interlocuteur privilégié sur les questions de l'économie sociale au plan régional. Ils favorisent la concertation entre les différents acteurs de leur milieu et soutiennent la création des conditions favorables à ce modèle entrepreneurial de développement. Ce faisant, ils participent à la vitalité et la diversification économique de leur territoire.

## Création et pérennité des entreprises collectives

La grande majorité des entreprises collectives (76%) répondent à des marchés locaux ou régionaux et elles sont relativement plus présentes dans des régions éloignées des grands centres urbains<sup>1</sup>. Dans certains cas, ces entreprises représentent des solutions pour maintenir des services de proximité importants et dans la durée. Favoriser la création et le développement d'entreprises collectives, c'est donc également soutenir la résilience économique et sociale du Québec, et ce, dans toutes les régions. Globalement, 39% des entreprises collectives ont plus de 30 ans d'existence et 35% entre 16 et 30 ans. Or, il s'agit également d'un secteur en forte expansion puisque 11% des entreprises ont entre 10 à 15 ans et 15% moins de 10 ans d'existence. Cette expansion s'observe tant dans les secteurs « historiques » de l'économie sociale (agriculture, gestion des matières résiduelles, services aux personnes) que dans de nouveaux secteurs tels que le numérique, l'ingénierie et l'urbanisme.

D'emblée, il importe de souligner que la gouvernance des entreprises collectives reflète les origines des projets entrepreneuriaux en économie sociale, donc issus d'une volonté de répondre à un besoin commun. Qu'elle rallie les travailleurs souhaitant partager la responsabilité de la gestion de l'entreprise, les consommateurs souhaitant assurer l'accès à des produits et services pertinents ou les représentants de la communauté désirant soutenir le développement de l'entreprise et son impact socioéconomique, la gouvernance démocratique assure la pérennité et la pertinence de la mission pour les parties-prenantes, et ce, au-delà des individus fondateurs. Ainsi, sa constitution requiert des efforts particuliers et spécifiques à l'entrepreneuriat collectif, notamment dans l'identification de la forme de gouvernance la mieux indiquée et la mobilisation des parties-prenantes. Plus le projet ou le modèle d'affaires est innovant, d'envergure et à portée nationale, plus la gouvernance requière l'implication d'une diversité d'expertise. En contrepartie, la pertinence de l'entreprise et le soutien dans le temps de ces parties-prenantes par le biais de la gouvernance collective sont les raisons fondamentales de la grande pérennité de ces entreprises.

L'expansion de l'économie sociale s'explique également par l'engouement des jeunes pour cette forme d'entrepreneuriat. En effet, un sondage de 2019 mené auprès de Québécois âgés entre 18 et 34 ans révélait que l'utilité des entreprises collectives ou d'économie sociale dans la société est largement reconnue (80 %), notamment par les jeunes envisageant l'entrepreneuriat (87 %).

---

<sup>1</sup> 76% des 11 200 entreprises collectives du Québec desservent un marché régional selon les données de l'ISQ. Ces entreprises sont particulièrement présentes dans les régions éloignées des grands centres urbains.

Plus largement, l'émergence en économie sociale se décline en deux formes principales:

- La création de nouvelles entreprises collectives, développées pour répondre aux besoins d'une communauté ou d'un territoire;
- La création de regroupements d'entreprises collectives, développés pour permettre aux entreprises de changer d'échelle sans perdre leur ancrage territorial (nommons, par exemple, RIVRA et différentes initiatives régionales en économie circulaire).

Le soutien à l'émergence des entreprises collectives et à leur pérennité doit, par conséquent, tenir compte des particularités intrinsèques de ce grand mouvement et des acteurs qui le composent.

## Développer des solutions innovantes aux besoins des communautés

Face aux défis de société que sont, entre autres, la dégradation environnementale, le vieillissement de la population, la dévitalisation de certaines régions, la croissance des inégalités sociales, le besoin de développer des modèles d'affaires et façons de faire innovants, au service d'un développement durable et une croissance inclusive est plus impératif que jamais.

Parce qu'elles visent à répondre à des nouveaux besoins ou apportent des réponses plus pertinentes, les entreprises collectives sont particulièrement innovantes qui, par l'expérimentation terrain et la collaboration entre les différentes parties prenantes, permettent l'émergence de solutions structurantes, innovantes et reproductibles ayant un impact significatif sur le développement économique et social d'un territoire. Le gouvernement développe actuellement une stratégie de recherche et d'innovation au service d'une culture de l'innovation.

Peu de fonds permettent l'expérimentation de nouveaux modèles, ralentissant l'émergence de nouvelles entreprises d'économie sociale innovantes. D'ailleurs, l'innovation au sein des entreprises collectives, qu'elle soit technologique ou sociale, repose généralement sur des processus de R&D qui ne sont pas, ou très peu, soutenus par les pouvoirs publics, trop souvent en raison de normes arbitraires discriminatoires liées à leur statut juridique (OBNL ou coop). Pourtant, les entreprises d'économie sociale prennent des risques au même titre que les entreprises privées, par exemple en investissant dans de nouveaux procédés technologiques ou en expérimentant de nouvelles méthodes de collaboration.

## Recommandations

Le développement d'une culture de l'innovation exige d'avoir des programmes souples, des façons de faire adaptées aux différentes réalités territoriales et de reconnaître que la participation citoyenne est l'une des clés pour favoriser l'émergence d'innovations. Afin de faciliter l'expérimentation et le déploiement de projets entrepreneuriaux qui représentent des innovations sociales importantes et peinent à être soutenus à la hauteur de leurs besoins et potentiel par les programmes existants, le Chantier recommande :

- Que le prochain PAGE dispose d'une enveloppe permettant la propulsion de projets pilotes hors normes avec des résultats éprouvés.

## Émergence de nouvelles entreprises

Le projet SISMIC<sup>2</sup> soutenu par le Secrétariat à la jeunesse et porté par le Chantier en collaboration avec les Pôles d'économie sociale, vise à accroître le nombre et la pertinence de projets entrepreneuriaux développés à travers le Québec par le biais d'activités qui suscitent l'idéation et le prototypage de projets puis leur référencement vers les acteurs appropriés de l'écosystème d'accompagnement local. Ensemble, ils sont 19 incubateurs présents dans toutes les régions du Québec. Ces incubateurs ont démontré leur pertinence et résultats dans les dernières années, tant en termes de projets entrepreneuriaux générés que par leur facilitation du parcours d'accompagnement de ceux-ci dans chaque région. Or, tout indique que l'intérêt de répondre à des besoins communs par une entreprise collective ne se limite pas aux jeunes et que les services de ces incubateurs devraient également être rendus disponibles à des publics élargis.

L'expérience SISMIC nous a également permis d'observer que le passage du parcours d'incubation au réseau d'accompagnement traditionnel constituait souvent une étape difficile à franchir pour la majorité des projets. En effet, les entreprises ne sont généralement pas prêtes à se faire financer à ce stade et ont encore besoin d'un lieu pour continuer à raffiner leur modèle d'affaires et s'ancrer dans leur communauté. Il y a donc un vide d'accompagnement à combler afin de réellement propulser les projets innovants issus des incubateurs.

### Recommandations

Dans le but de soutenir l'émergence d'entrepreneurs et d'entreprises collectifs, le Chantier recommande au gouvernement d'inclure les leviers suivants dans le prochain PAGE :

- Donner les moyens aux communautés de trouver les solutions à leurs besoins en poursuivant le soutien financier aux incubateurs SISMIC et en permettant leur ouverture à une clientèle de tout âge ;
- Financer l'accompagnement des projets d'entreprises collectives issus des parcours d'incubation et qui sont au stade d'accélération.

## Changement d'échelle des entreprises

L'expérience du Chantier à soutenir le développement de projets et d'initiatives de nature interrégionale ou intersectorielle mené dans le cadre du dernier PAGE confirme que ces projets font face à un manque de ressources en accompagnement et en financement adaptés à leurs besoins. En effet, l'accompagnement disponible à l'échelle locale est souvent inadéquat ou insuffisant en regard de l'échelle des projets (plusieurs territoires et/ou plusieurs secteurs), leur complexité (beaucoup de coordination et de concertation auprès d'autres projets structurants et de réseaux existants) et leur durée (se développe sur plusieurs années).

Le financement d'études (notamment de faisabilité) est particulièrement difficile à obtenir lorsque l'initiative est portée par des promoteurs issus de différentes régions et que le projet n'entre dans aucun programme gouvernemental précis. En effet, les fonds régionaux sont moins enclins à financer ce type d'initiatives puisque leur impact est dispersé dans de multiples territoires et parce que les gestionnaires de ces fonds ont une tendance compréhensible à soutenir les projets structurants à forte retombée pour leur région. Les montages financiers pour combler les besoins en prédémarrage (étude, salaire d'un chargé de projet) sont donc difficiles à compléter et ralentissent le développement déjà chronophage de ces projets. Dans ce contexte, il est crucial d'assurer des

---

<sup>2</sup> <https://chantier.qc.ca/sismic/>

moyens pour accompagner des projets plus complexes, ambitieux ou innovants qui excèdent les capacités de soutien local et les cadres de programmes gouvernementaux existants.

Par ailleurs, nous constatons que plus en plus de projets de mutualisation (notamment des consortiums) voient le jour afin de soutenir la commercialisation d'entreprises d'économie sociale, entre autres, pour répondre à des appels d'offres de plus grande envergure et pour faire face à des pénuries de main-d'œuvre. Par conséquent, il est primordial que les mesures favorisant les circuits courts soient accessibles aux entreprises collectives. Il faut donner les moyens aux entrepreneurs collectifs de créer et susciter des partenariats d'affaires et permettre la création de consortiums suffisamment grands pour répondre à des commandes de grande échelle.

### **Recommandations**

Dans le but de soutenir la création de nouvelles entreprises collectives, le Chantier recommande au gouvernement d'inclure les leviers suivants dans le prochain PAGE :

- Soutenir l'accompagnement de projets structurants multirégionaux et/ou multisectoriels favorisant le changement d'échelle d'entreprises collectives ;
- Soutenir le financement de ces projets en participant au montage financier des études nécessaires à leur développement.

### **Transfert des entreprises dans un contexte de vieillissement de la population**

L'arrivée à la retraite de nombreux propriétaires d'entreprises soulève un enjeu de taille pour le Québec quant à la relève des entreprises, notamment les PME. La reprise d'entreprise par une diversité d'entrepreneurs aura des impacts sur les conditions de marché des autres entreprises du secteur autant que pour la vitalité territoriale. En effet, si la question des termes de la vente est importante pour le propriétaire, elle l'est également pour la communauté locale lorsque la contribution de l'entreprise à la vitalité territoriale est importante. Le repreneuriat collectif assure le maintien de l'entreprise dans la communauté et constitue un rempart contre la délocalisation future de l'entreprise puisqu'elle est gouvernée par celle-ci. Ainsi, le repreneuriat collectif constitue un moyen sûr et inclusif de préserver le tissu économique, le niveau de vie et l'occupation dynamique du territoire.

Plusieurs actions sont présentement menées par les acteurs d'économie sociale, dont plusieurs en collaboration avec le MEI (par le biais de la Table de concertation des repreneurs collectifs notamment), pour accroître la connaissance et la réalisation de reprises collectives. Néanmoins, de manière générale, l'économie sociale est très peu connue du grand public. Étonnamment, le même constat vaut pour la majorité des acteurs économiques, dont une part importante de propriétaires et de travailleurs d'entreprises privées et de professionnels qui les entourent lors de la vente (comptables, avocats, notaires, etc.). Cette méconnaissance de l'entrepreneuriat collectif est un grand obstacle à la relève collective et au recrutement d'employés qualifiés. Pourtant, tel que souligné dans une section précédente, le modèle OBNL et coopératif rejoint les valeurs et désirs d'entreprendre des jeunes et de la population.

### **Recommandations**

Globalement, il convient de poursuivre, d'accélérer et d'élargir les initiatives de promotion et de sensibilisation à la reprise collective visant à rejoindre le plus grand nombre d'acteurs pertinents, notamment les travailleurs eux-mêmes. Dans ce contexte, il importera que le gouvernement appuie les initiatives qui viendront compléter les



mesures déjà en place (sensibilisation, nouveaux instruments financier, accompagnements, etc.) et qui, à terme, faciliteront l'acquisition collectives des entreprises en vente.

L'accès équitable aux ressources d'accompagnement nécessite également que les organisations d'accompagnement prennent la juste mesure du potentiel entrepreneurial des différentes populations, notamment lorsque certains indicateurs reflètent des pratiques propres à des populations cibles particulières (ex: entrepreneuriat féminin, entrepreneuriat immigrant, entrepreneuriat au sein de certaines communautés culturelles, etc.). Pour ces raisons, il importe de soutenir financièrement tant les efforts de communications dirigés vers une diversité de clientèles que les efforts d'organisations de soutien pour assurer que les analyses et les pratiques d'accompagnement soit adaptées aux réalités et pratiques de différentes populations du Québec. À cet égard, il importe de faciliter et de bonifier l'accès aux ressources disponibles (financières et techniques) pour soutenir la reprise d'entreprises par les travailleurs ou la communauté.

## Conclusion

Nous l'avons souligné tout au long de ce mémoire, l'économie sociale doit être au cœur du prochain Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat. Plus encore, à défaut d'y accorder une place aussi significative que la place accordée à toute autre forme d'entrepreneuriat, le risque est grand que les enjeux sociaux actuels ne trouvent pas de réponses adaptées aux besoins des communautés, alors que la vitalité sociale et économique de toutes les régions du Québec est essentielle à une prospérité au bénéfice de tous. Face à une conscience toujours plus grande des limites de notre modèle de développement qui continue de creuser les inégalités entre individus et entre régions, qui ne dessert pas adéquatement la vitalité culturelle du Québec et dont les impacts environnementaux ne sont pas soutenables, nous sommes nombreux à être mobilisés pour identifier et répandre des façons de faire plus équitables et durables. Pour le développement inclusif du Québec, il faut assurer l'accès équitable aux ressources d'accompagnement à des projets entrepreneuriaux, quel que soit la région, le secteur d'activité ou la forme juridique du projet. Ceci implique qu'elles soient connues par les entrepreneurs potentiels, ce qui implique de valoriser les organisations, activités et outils clarifiant les choix à faire et les ressources existantes pour les entrepreneurs. En ce sens, le travail des Pôles d'économie sociale pour faire connaître l'entrepreneuriat collectif et diriger des entrepreneurs vers les ressources appropriées est fondamental.

La pertinence de soutenir le développement de l'économie sociale au Québec n'a jamais été aussi forte. Le prochain Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat représente une occasion stratégique de faire valoir les priorités gouvernementales en matière de développement de l'économie sociale, notamment dans de nouveaux secteurs et par des processus innovants. Il importe que celui-ci soit doté de moyens à la hauteur des priorités du gouvernement et des besoins du terrain dans toutes les régions du Québec.

# ANNEXES

## ANNEXE 1 – Liste des réseaux nationaux membres du Chantier

Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ)	agrtq.qc.ca
Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCQ)	arcq.qc.ca
Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE)	aqcpe.com
Association québécoise des centres d'intervention en dépendance (AQCID)	aqcid.com
Coalition des organismes communautaire pour le développement de la main-d'oeuvre (COCDMO)	cocdmq.qc.ca
Collectif des entreprises d'insertion du Québec	collectif.qc.ca
Conseil québécois des entreprises adaptées (CQEA)	cqea.ca
Conseil québécois du loisir	loisirquebec.com
Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec	fedetvc.qc.ca
MicroEntreprendre	microentreprendre.ca
Réseau des Carrefours Jeunesse-Emploi du Québec (RCJEQ)	rcjeq.org
Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCRE)	rncreq.org
Réseau de coopération des entreprises d'économie sociale en aide à domicile	eesad.org
Réseau de la coopération du travail	reseau.coop
Réseau des centres de ressources périnatales du Québec	reseaudesrqp.org
Réseau des conseils régionaux de la culture du Québec	rcrcq.ca
Réseau Québécois des OSBL d'habitation (RQOH)	rqoh.com
Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC)	tncdc.com

## ANNEXE 2 – Réalisations du Chantier

Le Chantier de l'économie sociale est le carrefour incontournable de l'entrepreneuriat collectif et travaille activement à tisser des partenariats stratégiques entre tous ceux et celles qui entreprennent, accompagnent et interviennent en économie sociale. Depuis plus de 20 ans, seul ou en collaboration avec ses partenaires, le Chantier a contribué au développement économique et social du Québec par le biais de diverses initiatives visant à soutenir l'éclosion d'entreprises dans de nombreux secteurs d'activités et par la mise sur pied d'outils structurants.

L'économie sociale au Québec, c'est :

Plus de 11 200 **entreprises** collectives

Un **chiffre d'affaires de plus de 47 milliards** de dollars, soit davantage que les secteurs combinés de la construction, de l'aéronautique et des mines.

Plus de **220 000 travailleurs** dans tous les secteurs d'activités, du commerce au détail aux nouvelles technologies.

[Découvrez le mouvement !](#)

### Développement d'innovations sociales majeures (entreprises)

Centres de la petite enfance (CPE)

Entreprises d'économie sociale d'aide à domicile (EÉSAD)

Journées de la culture

Ressources périnatales

Ressourceries (gestion des matières résiduelles)

Cité des arts du Cirque / La Tohu

Global social economy forum (GSEF)

Centre international de transfert d'innovations et de connaissances en économie sociale et solidaire (C.I.T.I.E.S.)

*Social enterprise ecosystem project* (S4ES) (Canada)

Participation aux travaux de l'OCDE, du *TASK FORCE* de l'ONU et de l'Académie de l'OIT

Représentations auprès de gouvernements à l'international (Commission européenne, Sénat Mexicain, Ville de Séoul, etc.)

### Renforcement des capacités des réseaux et des entreprises (écosystème)

Pôles régionaux d'économie sociale (22 pôles)

Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC)

Alliance de recherche Université-communauté (ARUC-ÉS)

Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)

Fiducie du Chantier de l'économie sociale

Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS)

Commerce solidaire / Akcelos

Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) / OLTIS

Maison de l'économie sociale

### Promotion auprès des jeunes

Mon premier emploi en économie sociale (Fonds jeunesse du Québec)

Guide de référence sur l'économie sociale (soutien du SAJ)

CHNGR (ambassadeurs étudiants)

Sensibilisation et expérimentation en entrepreneuriat collectif (Projet pilote soutenu par le SAJ)

### Événements majeurs

Sommet sur l'économie sociale et solidaire (2006)

Forum international de l'Économie sociale et solidaire—FIESS (2011)

Global social economy forum (GSEF2016)

Forum Défis communs, solutions collectives (2017)

### Contribution à des politiques publiques dédiées à l'ÉS

Loi sur l'économie sociale (2013)

Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif (2008) et en économie sociale (2015)

Partenariat en économie sociale pour un développement solidaire et durable / Ville de Montréal

### Développement et promotion à l'international

Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale (RIPESS)

## **ANNEXE 3 – Conseil d’administration**

### **Présidence du conseil d’administration**

Laurent Levesque

Unité de travail pour l’implantation de logement étudiant (UTILE)

### **Direction générale**

Béatrice Alain

### **Regroupements d’entreprises d’économie sociale**

*Isabel Faubert Mailloux*

Réseau de la coopération du travail

*Éric Tétreault*

Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCQ)

*Geneviève Bélisle*

Association québécoise des CPE (AQCPE)

*Raymond Gouin*

Conseil québécois des entreprises adaptées (CQEA)

*Richard Gravel*

Collectif des entreprises d’insertion du Québec

*Vincent Marcoux*

Association québécoise des centres d’intervention de dépendance (AQCID)

Richard Foy

Réseau québécois des OSBL d’habitation (RQOH)

Josée-Anne Bouchard

Coopérative pour l’agriculture de proximité écologique – CA

## **Regroupements d'organisations de soutien au développement de l'économie sociale et des organisations de soutien au développement de l'économie sociale**

*Éric Cimon*

Association des groupes de ressources techniques du Québec

*Isabelle Gilbert*

Regroupement des CDEC du Québec

*Claude Dorion*

MCE Conseils

*Ahmed Benbouzid*

MicroEntreprendre

*Frédéric Lalande*

Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO)

Thibaud Liné

La Cantine pour tous

## **Pôles régionaux d'économie sociale**

*Anyle Côté*

Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM)

*Lynn O'Cain*

Pôle d'économie sociale Mauricie

*Raymond Rouleau*

Pôle régional d'économie sociale du Saguenay-Lac-Saint-Jean

*Olivier Doyle*

Pôle d'économie sociale de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

*Félix Bussières*

Pôle des entreprises d'économie sociale de la région de la Capitale-Nationale

## **Grandes centrales syndicales et tout organisme membre de ces centrales**

*Marie-Hélène Bonin*

Confédération des syndicats nationaux – CSN

*Stéphane Hudon*

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

## **Entreprises d'économie sociale**

*Laurent Levesque*

Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant – UTILE

## **Regroupements nationaux des Premières nations et Inuits et de leurs organismes membres**

*Mickel Robertson*

Commission du développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador

## **Grands mouvements**

Gabrielle Desbiens

Réseau des Conseils régionaux de la culture du Québec

*Pierre-Paul Leduc*

Conseil québécois du loisir

Marie-Line Audet  
Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNCDC)

*William Blaney*  
Union étudiante du Québec (UEQ)

## **Membres d'office**

*Jacques Charest*  
Fiducie du Chantier de l'économie sociale

*Odette Trépanier*  
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC)

*Philippe Garant*  
Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)

*France Émond*  
Territoires innovants en économie sociale et solidaire – TIESS

## **Aile jeunesse**

*Solen Martin-Déry*  
Caligram

## **Membre honoraire**

*Marguerite Mendell*  
École d'Affaires publiques et communautaires, Université Concordia